Fondation Jean Jaurès

International

APPEL À LA SOLIDARITÉ AVEC LE BRÉSIL : LA DÉMOCRATIE EN DANGER

Jean-Jacques Kourliandsky

17/10/2018

La Fondation Jean-Jaurès, membre du Comité international pour la libération de Lula et la démocratie au Brésil, parraine un appel à défendre les libertés et les droits humains menacés par un candidat d'extrême droite à l'élection présidentielle. La Fondation, au nom de ses engagements démocratiques et républicains, vous invite à participer à cette campagne de solidarité.

Les puissants de l'économie, des finances, de l'agro-industrie, de l'établissement social et médiatique, soutiennent au Brésil un candidat présidentiel, Jair Bolsonaro, qui propose un grand retour en arrière.

Un retour vers un Brésil de violences, un Brésil raciste, xénophobe, misogyne, intolérant, inégalitaire, des privilégiés, hier maîtres des habitations et reléguant les esclaves dans leurs cases.

Le Brésil a reconquis dans la douleur ses libertés après vingt-un ans de dictature militaire. De 1964 à 1985, les Brésiliens ont vécu tortures, assassinats, disparition, incarcérations, exil, suspension de la liberté d'expression, du droit de manifester, du droit de s'organiser.

Jair Bolsonaro fait l'apologie publique de la dictature, de la torture, du viol, du meurtre, de l'intolérance. Plaçant son Dieu vengeur et cruel au-dessus de la démocratie et des hommes, il refuse le débat avec son adversaire du deuxième tour.

L'enjeu du deuxième tour, le 28 octobre 2018, va bien au-delà des étiquettes partisanes. Ce qui est en jeu, ce n'est ni le Parti des travailleurs de Haddad et Lula, ni le PSL de Bolsonaro. C'est la liberté, la vie, la sécurité, la dignité, la démocratie.

Nous, démocrates français, européens et du monde entier, membres et soutiens du Comité de solidarité internationale en défense de Lula et de la démocratie au Brésil, affirmons : sauver la démocratie brésilienne aujourd'hui, c'est voter sans état d'âme Fernando Haddad.

Fondation Jean Jaurès

Liste des signataires :

Maria Laura Arrascada, politologue, Université de Buenos Aires (Argentine)
Maria Elena Barbagelata, ancienne députée (Argentine)
Manuel Barrientos, coordinateur de la communication, ESMA (Espace mémoire de la dictature) (Argentine)
Gilles Bataillon, directeur d'études, EHESS (Ecole des hautes études en sciences sociales) (France)
Edmonde Beauzille, présidente de Fusion des sociaux-démocrates haïtiens (Haïti)
Martin Becerra, professeur, Université nationale de Quilmes (Argentine)
Patrick Boursin
Maurice Braud, ancien secrétaire international du Parti socialiste (France)
Rafael Jorba Cabre, journaliste et essayiste politique (Espagne)
André Chassaigne, président du groupe communiste, Assemblée nationale (France)
Pablo José Ciccolella, docteur en géographie, Université de Buenos Aires (Argentine)
Catherine Conconne, sénatrice de Martinique (France)
Hélène Conway-Mouret, sénatrice, directrice du secteur International-Fondation Jean-Jaurès, ancienne ministre (France)
Agustin Cosovschi, historien, CNRS-EHESS, Collège de France (France)
Nicolas Dallorso, diplômé en science politique de l'Université de Buenos Aires (Argentine)
Suzete de Paiva Lima, présidente de l'association ALMAA (France)
Marc Delepouve, secrétaire général adjoint de la Fédération mondiale des travailleurs scientifiques (FMTS)
René Dosière, ancien député et membre honoraire du Parlement (France)
Augustine Nelly Dumont, étudiante en master de sécurité internationale et défense (France)
Claire Edey Gamassou, maîtresse de conférences, Université Paris-Est Créteil (France)
Januario Espinosa, directeur, Nouveaux Espaces Latinos (France)
Gaspard Estrada, directeur exécutif de l'OPALC – Sciences Po Paris (France)
Olivier Faure, premier secrétaire du Parti socialiste (France)
Gérard Fuchs, ancien député (France)
Carlos Gabetta, journaliste et essayiste politique (Argentine)
Jean-Marc Germain, secrétaire national à l'International du Parti socialiste (France)
Tito Gonzalez, curateur d'art (Chili)
Bernard Graciannette, Ligue des droits de l'Homme (France)
Martin Granovsky, journaliste, directeur d'études brésiliennes, Université métropolitaine de Buenos Aires (Argentine)
Jérôme Guillot, ADFE (Association démocratique des Français à l'étrange) – Buenos Aires
Jean-Pierre Guis, psychologue, ancien maire adjoint du 12^{e} arrondissement de Paris (France)

Jeannette Habel, maître de conférences, IHEAL (Institut des hautes études de l'Amérique latine) (France)
Leonor Harispe, présidente de l'ASPAS (Association Solidarité Provence Amérique du Sud)(France)
Sandra Hernandez, professeure en études hispanophones, Université de Lyon 2 (France)
Jean-Paul Jouanelle, délégué général de Contact-Entreprises
Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine, Fondation Jean-Jaurès (France)
Rouslan Koustiouk, professeur, Université d'Etat de Saint-Pétersbourg (Russie)
Delphine Lacombe, sociologue, chargée de recherche au CNRS (France)
Jean-Paul Lainé, membre du Bureau de la FMTS (Fédération mondiale des travailleurs scientifiques)
Marlène Landon, rédactrice en chef, Nouveaux Espaces Latinos (France)
Dinah Kristin Leschzyk, professeur, Institut für Romanistik, Université de Giessen (Allemagne)
Frédéric Louault, professeur de science politique, Université libre de Bruxelles (Belgique)
Maria-José Malheiros, membre du bureau de la FMTS
Jean Mallot, ancien député (France)
Alexandre Minet, coordinateur du secteur International, Fondation Jean-Jaurès (France)
Fernanda Mora, philosophe, Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis (France)
Humberto Morales, professeur de l'Institut de Ciencias de Gobierno, Université de Puebla, membre du Conseil consultatif de Morena (Mexique)
Ana Natalucci, sociologue, CONICET-UBA (Argentine)
François Nicoullaud, ancien ambassadeur (France)
Lamia Oualalou, journaliste et essayiste (Mexique)
Juan-Pablo Pallamar, doctorant en sociologie (Chili)
George Pau-Langevin, députée de Paris (France)
Christine Pirès-Beaune, députée du Puy-de-Dôme (France)
Gabriel Puricelli, vice-président du Laboratoire de politiques publiques (Argentine)
Reinaldo Quijada, ingénieur, fondateur d'Unidad Politica Popular 89 (Venezuela)
Alejandro Rascovan, doctorant CONICET-Université de Buenos Aires (Argentine)
Rodrigo Restrepo, ingénieur, responsable de l'association Hilvanando la memoria (France-Colombie)
J**orge Reyes**, réalisateur de films (France-Pérou)
Rosangela Ribeiro dos Santos, responsable du Collectif « Alerte France-Brésil » (Brésil)
Luis Rodriguez Aizpeolea, journaliste et essayiste politique (Espagne)
Rebeca Roseli Lang, fondatrice du Comité pour l'annulation de l'impeachment-France (Brésil)
Jean-Michel Rosenfeld, président du Cercle Bernard Lazare (France)
Laurence Rossignol, sénatrice de l'Oise (France)

Oliva Maria Rubio, curatrice d'expositions (Espagne)
Carlos Schwartz, chirurgien (Argentine)
Miguel Serna, docteur en sciences politiques, président du Collège des sociologues d'Uruguay (Uruguay)
Benjamin Stora, historien (France)
Sophie Thonon, avocate, présidente de France Amérique latine (France)
Eduardo Valenzuela, sociologue, directeur de l'Association Dialogues citoyens (France)
Silvia Vigano, représentante du Parti démocrate italien en Argentine (Italie)
Bernard Wallon, consultant en stratégie de communication (France)
José Eduardo Wesfreid, physicien, directeur de recherches émérite au CNRS (France)